

# L'armée togolaise est-elle digne de confiance et professionnelle? Cela dépend de la personne interrogée

---

Dépêche d'Afrobaromètre No. 282 | David Jacobs et Thomas Isbell

## Sommaire

Au Togo, l'armée est un acteur politique très influent. En 1967, un coup d'état militaire a installé Eyadema Gnassingbé à la présidence, et il a gardé le pouvoir jusqu'à sa mort en 2005. Juste après son décès, le fils d'Eyadema, Faure Gnassingbé, a été déclaré président avec le soutien de l'armée. Il a démissionné sous la pression des dirigeants de la sous-région mais a repris le pouvoir après avoir gagné les élections d'avril 2005, jugées « libres et transparentes » par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) mais qui ont occasionné des affrontements violents réprimés par l'armée togolaise (Venkatachalam, 2017; Wong, 2017). La proximité des militaires avec le pouvoir exécutif a été longtemps décriée par les partis d'opposition, qui accusent les forces armées d'avoir l'emprise non seulement sur l'autorité gouvernementale mais également sur les principales institutions financières du Togo (IRIN, 2005).

Le lien étroit de l'armée avec le pouvoir s'explique essentiellement par sa composition ethnique; elle se compose en effet principalement des membres du groupe ethnique du président, la tribu Kabyè du Nord (Venkatachalam, 2017). Au moment du coup d'état militaire de 1967, le groupe ethnique dominant en politique au Togo était les Ewé, qui occupaient environ 70% des portefeuilles ministériels. Depuis le coup d'état – dirigé par un colonel de l'armée d'origine Kabyè – les Kabyè ont dominé le paysage politique, même s'ils ne font que 13% de la population (Crux, 2018).

Amnesty International a critiqué les forces de sécurité togolaises pour l'usage excessif de la force contre les manifestants, journalistes, et membres de l'opposition politique. Sous Faure Gnassingbé, l'armée a été accusée d'être particulièrement agressive envers les médias qui affichent le moindre signe d'opposition politique (Amnesty International, 2017a). Lors de plusieurs rencontres organisées au fil des années, le gouvernement togolais a publiquement exprimé son engagement à réduire les violations des droits de l'homme perpétrées par le dispositif de sécurité, mais il n'y a que peu de preuve de ce que des efforts aient été véritablement faits, au-delà de la rhétorique (Amnesty International, 2017b).

Eu égard au rôle controversé de l'armée au niveau national, quelle perception les citoyens togolais ont-ils de leur armée? Les résultats de l'enquête d'Afrobaromètre la plus récente révèlent qu'un peu moins de la moitié des Togolais font confiance à l'armée, pensent qu'elle protège efficacement le pays, et affirment qu'elle agit avec professionnalisme et dans le respect des droits des citoyens – appréciations toutes marquées par de grands clivages ethniques, régionales, et socio-économiques.

## Enquête d'Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherches panafricain et indépendant qui conduit des enquêtes sur les attitudes du public envers la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et des questions connexes dans les pays d'Afrique. Six rounds d'enquêtes ont

été conduits dans un total de 37 pays entre 1999 et 2015, et les enquêtes au titre du Round 7 se sont achevées en 2018. Afrobaromètre réalise des entretiens face-à-face dans la langue choisie par le répondant avec des échantillons représentatifs nationaux.

L'équipe d'Afrobaromètre au Togo, conduite par le Center for Research and Opinion Polls (CROP), s'est entretenue avec 1.200 adultes togolais en novembre 2017. Un échantillon de cette taille produit des résultats d'ordre national avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment conduites au Togo en 2012 et 2014.

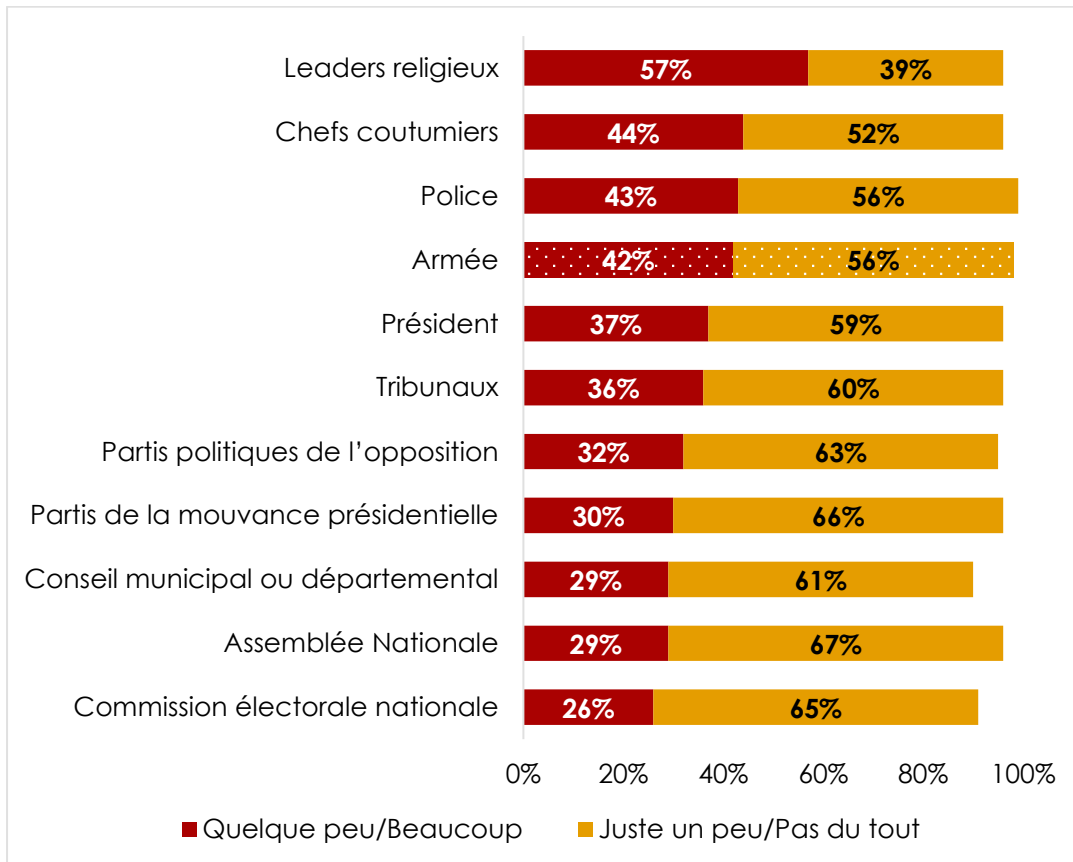
## Résultats clés

- Quatre Togolais sur 10 (42%) affirment faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance à l'armée, alors qu'une majorité (56%) expriment « un peu » seulement ou pas du tout de confiance.
- La confiance en l'armée est inférieure à la moyenne parmi les résidents urbains, les moins instruits, et les pauvres, ainsi que parmi les membres des groupes ethniques Mina, Ouatchi, et Ewé.
- Moins de la moitié des répondants pensent que les forces armées protègent « souvent » ou « toujours » le pays des menaces sécuritaires internes et externes (48%) ou reçoivent le matériel et la formation dont elles ont besoin pour être efficaces (44%).
- Environ trois sur 10 (28%) seulement pensent que l'armée travaille « souvent » ou « toujours » avec professionnalisme et respecte les droits de tous les citoyens.
- Les répondants urbains, les citoyens pauvres, et les résidents des régions sud du pays sont moins susceptibles de percevoir l'efficacité et le professionnalisme de l'armée.
- Sur des questions sécuritaires plus globales, une majorité (58%) de Togolais affirment craindre au moins « un peu » d'être victimes des actes d'intimidation ou de violence politique pendant les campagnes électorales, dont 28% qui affirment craindre « beaucoup ». La proportion de citoyens qui n'expriment pas de telles craintes a régressé de 47% en 2014 à 41%.
- La moitié environ des citoyens togolais affirment avoir souffert (23%) ou craint (26%) des actes de violence durant une manifestation publique au cours des deux dernières années.
- Une proportion importante (41%) de citoyens affirment que leur sécurité personnelle face aux crimes et à la violence est « meilleure » ou « bien meilleure » maintenant qu'elle ne l'était il y a « quelques années », tandis que le reste affirment qu'elle est pire (31%) ou pareille (26%).
- Une majorité (59%) de Togolais affirment que le gouvernement devrait pouvoir imposer des couvre-feux et installer des barrages routiers lorsque la sécurité publique est menacée.

## Confiance en l'armée togolaise

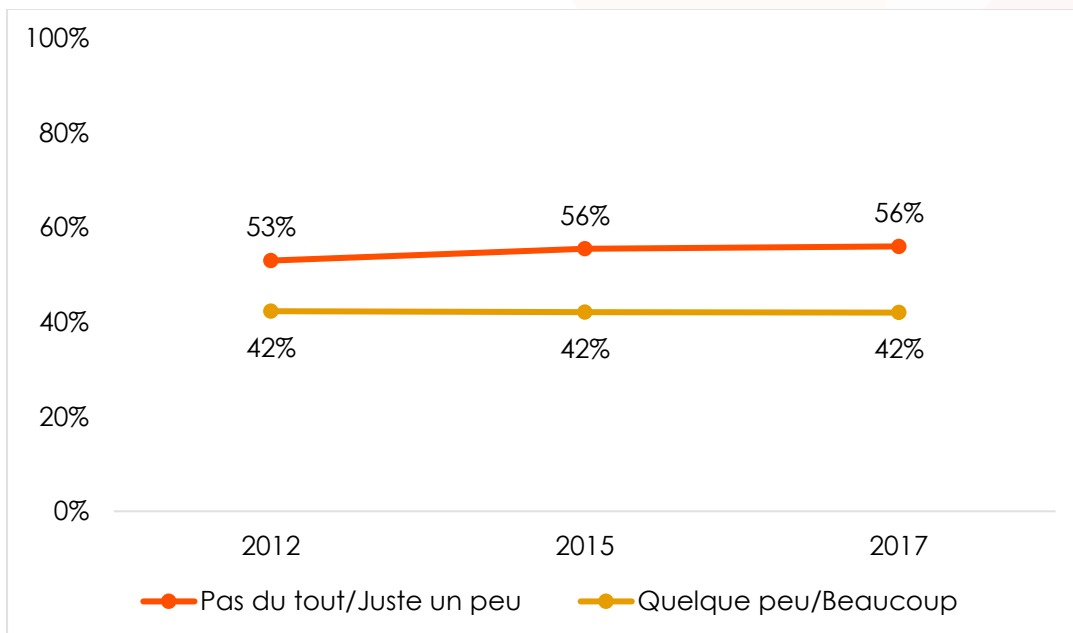
Quatre Togolais sur 10 (42%) affirment faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance à l'armée, alors qu'une majorité (56%) ne leur font que « juste un peu » ou pas du tout confiance. Quoique très en-dessous du niveau moyen de confiance en l'armée (64%) à travers 34 pays africains enquêtés en 2016/2018, plus de Togolais font confiance à l'armée qu'au président (37%), à d'autres dirigeants élus, aux partis politiques, et aux tribunaux (Figure 1). La confiance en l'armée est restée constante depuis la première enquête d'Afrobaromètre au Togo en 2012 (Figure 2).

**Figure 1: Confiance populaire envers les institutions et dirigeants | Togo | 2017**



**Question posée aux répondants:** A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler?

**Figure 2: Confiance populaire envers l'armée | Togo | 2012-2017**



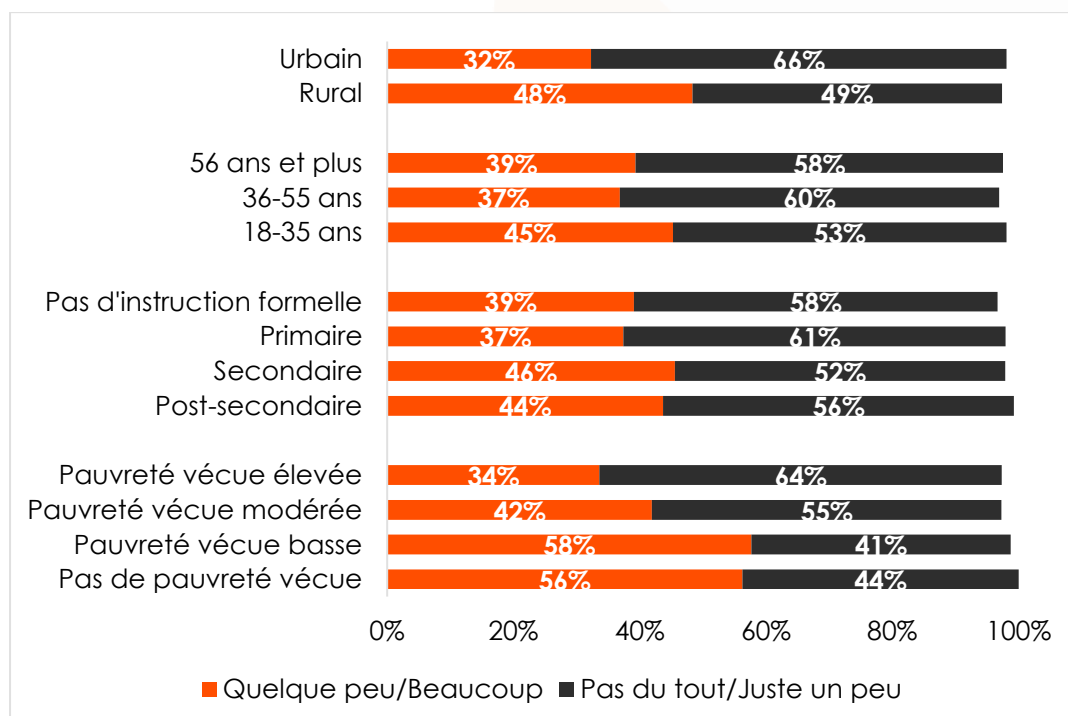
**Question posée aux répondants:** A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: L'armée?

La confiance en l'armée varie considérablement selon le groupe socio-démographique (Figure 3). Les résidents urbains sont beaucoup moins susceptibles de faire partiellement/beaucoup confiance à l'armée que leurs compatriotes ruraux (32% contre 48%). Mais la confiance est plus élevée – quoique toujours minoritaire – parmi les citoyens les plus jeunes (45% des 18-35 ans) que parmi leurs aînés.

Et la confiance en l'armée semble s'accroître avec le niveau d'instruction et de richesse. Parmi les répondants les plus pauvres, 34% seulement expriment au moins partiellement de la confiance, contre 58% et 56%, respectivement, parmi ceux qui affichent un niveau bas ou inexistant de pauvreté vécue.<sup>1</sup>

Sans surprise, étant donné la composition ethnique de l'armée, les niveaux de confiance en l'armée varient considérablement selon le groupe ethnique des répondants (Figure 4). Il convient de noter que la distribution des réponses de l'enquête par groupe ethnique exige l'analyse de petits sous-échantillons, produisant des résultats avec des marges d'erreur très grandes. Ainsi, à l'exception des groupes Ewé et Kabyè, les pourcentages rapportés devront être considérés à titre indicatif et interprétés avec prudence. Cela étant, nous observons qu'une majorité de répondants font partiellement/beaucoup confiance à l'armée parmi les Ben (Moba), les Kabyè, les Lama (Lamba), et les Nawdem (Losso), tandis que moins de trois répondants sur 10 font confiance à l'armée parmi les Mina (Guen), les Ouatchi, les Ikposso (Akposso), les Adja, et les Ewé.

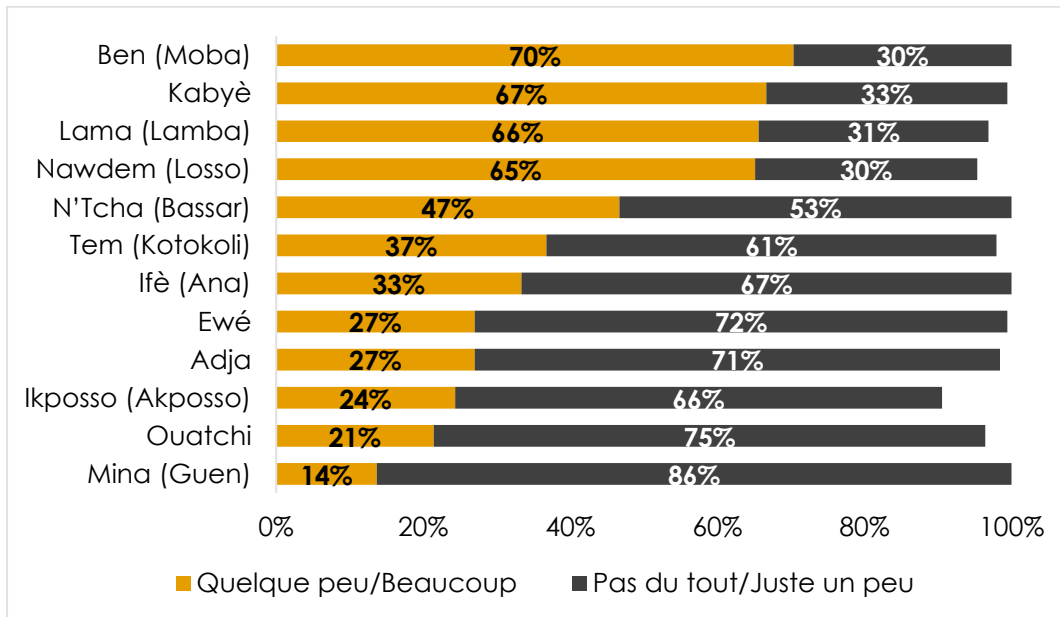
**Figure 3: Confiance populaire en l'armée** | par groupe socio-démographique  
 | Togo | 2017



**Question posée aux répondants:** A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: L'armée?

<sup>1</sup> Afrobaromètre évalue le niveau de pauvreté vécue sur la base des réponses aux questions suivantes: « Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez dû faire face aux situations suivantes: Nourriture insuffisante pour manger à sa faim? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques? Manque de médicaments ou de soins médicaux? Manque de combustible pour la cuisson des repas? Manque d'argent? »

**Figure 4: Confiance populaire en l'armée | par groupe ethnique | Togo | 2017**

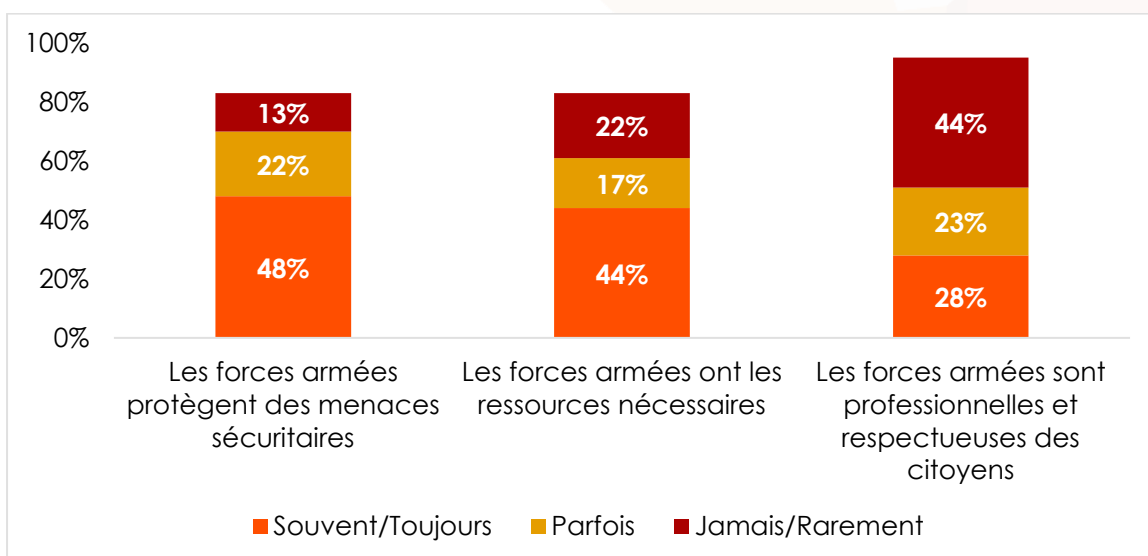


**Question posée aux répondants:** A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler: L'armée?

### Performance et comportement de l'armée

Comme pour la confiance populaire, les perceptions des Togolais quant aux compétences et à l'attitude de l'armée sont mitigées. La moitié (48%) environ des répondants pensent que les forces armées protègent « souvent » ou « toujours » le pays des menaces sécuritaires externes et internes, tandis que 22% affirment qu'elles ne le font que « parfois » et que 13% affirment qu'elles ne protègent que « rarement » ou « jamais » le pays (Figure 5).

**Figure 5: Perceptions de la performance, des ressources, et du comportement des forces armées | Togo | 2017**



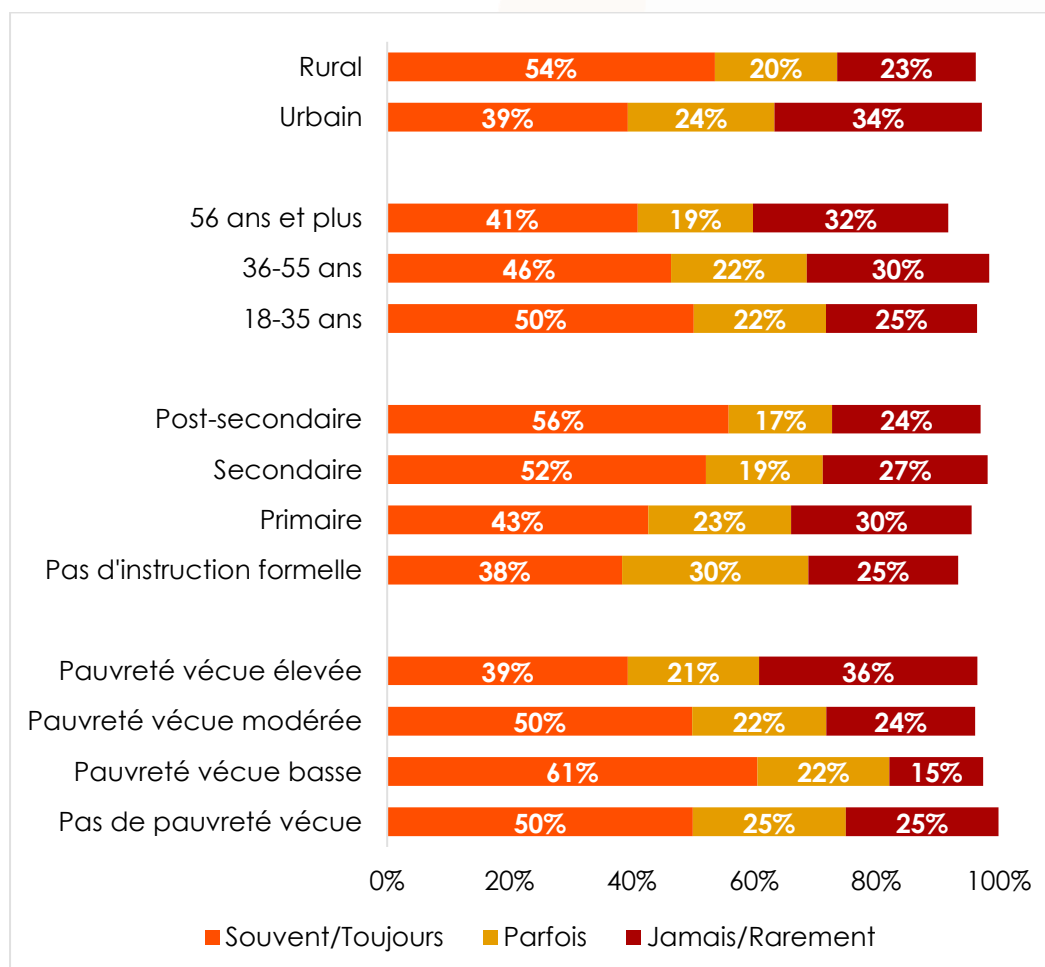
**Questions posées aux répondants:** A votre avis, à quel point les forces armées de notre pays:  
 Protègent-elles notre pays de menaces sécuritaires internes et externes?  
 Reçoivent-elles la formation et le matériel nécessaires pour être efficaces?  
 Travaillent-elles avec professionnalisme et respectent-elles les droits de tous les citoyens?

Moins de la moitié (44%) affirment que les forces armées reçoivent « souvent » ou « toujours » la formation et le matériel dont elles ont besoin pour être efficaces, tandis que 17% affirment que c'est le cas « parfois » et que 22% affirment que ces ressources ne sont que « rarement » ou « jamais » adéquates.

En ce qui concerne le comportement de l'armée, moins de trois répondants sur 10 (28%) affirment que les forces armées travaillent « souvent » ou « toujours » avec professionnalisme et respectent les droits de tous les citoyens. Un sur quatre (23%) environ affirment qu'elles répondent « parfois » à ces normes, tandis que 44% pensent qu'elles n'y répondent que « rarement » ou « jamais ».

Considérant combien les différents groupes socio-démographiques perçoivent les forces armées comme protectrices du pays contre les menaces sécuritaires (Figure 6), nous observons que les résidents ruraux sont plus susceptibles que leurs compatriotes urbains de penser qu'elles exercent « souvent » ou « toujours » cette fonction (54% contre 39%). Cette perception diminue avec l'âge, de 50% des jeunes (18-35 ans) à 41% des 56 ans ou plus, mais s'accroît avec le niveau d'instruction, de 38% de ceux qui n'ont aucun niveau d'instruction formelle à 56% de ceux qui disposent de qualifications post-secondaires. Les citoyens les plus pauvres sont moins susceptibles (39%) que leurs compatriotes plus aisés de considérer que l'armée protège souvent/toujours le pays.

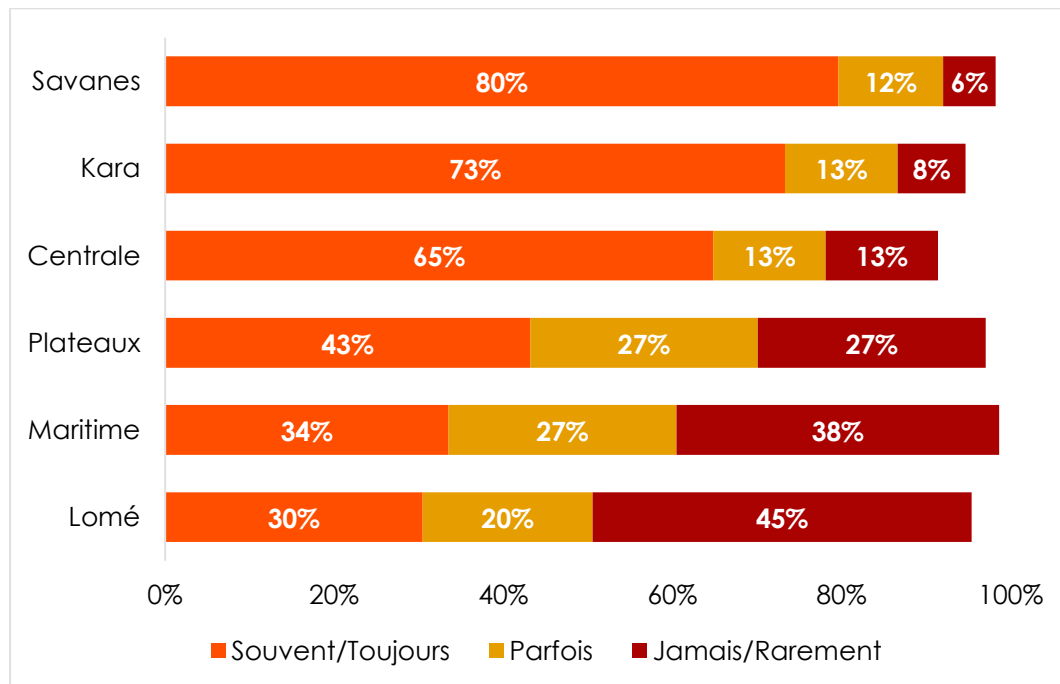
**Figure 6: Les forces armées protègent des menaces sécuritaires** | par groupe socio-démographique | Togo | 2017



**Question posée aux répondants:** A votre avis, à quel point les forces armées de notre pays protègent-elles notre pays de menaces sécuritaires internes et externes?

Par région, les perceptions de la performance de l'armée en ce qui concerne la protection du pays des menaces sécuritaires externes et internes présentent une tendance clairement à la baisse de l'appréciation au fur et à mesure que l'on se déplace du Nord – pays Kabyè – au Sud (Figure 7). Dans les Savanes, la région la plus au Nord, huit citoyens sur 10 (80%) affirment que les forces armées protègent souvent/toujours le pays. A l'extrême Sud, cette évaluation positive n'est partagée que par un tiers environ des résidents de Lomé (30%) et de la région Maritime (34%), tandis que deux-tiers (65%) affirment qu'au mieux, les forces armées n'assument ce rôle que « parfois ».

**Figure 7: Les forces armées protègent des menaces sécuritaires** | par région | Togo | 2017



**Question posée aux répondants:** A votre avis, à quel point les forces armées de notre pays protègent-elles notre pays de menaces sécuritaires internes et externes?

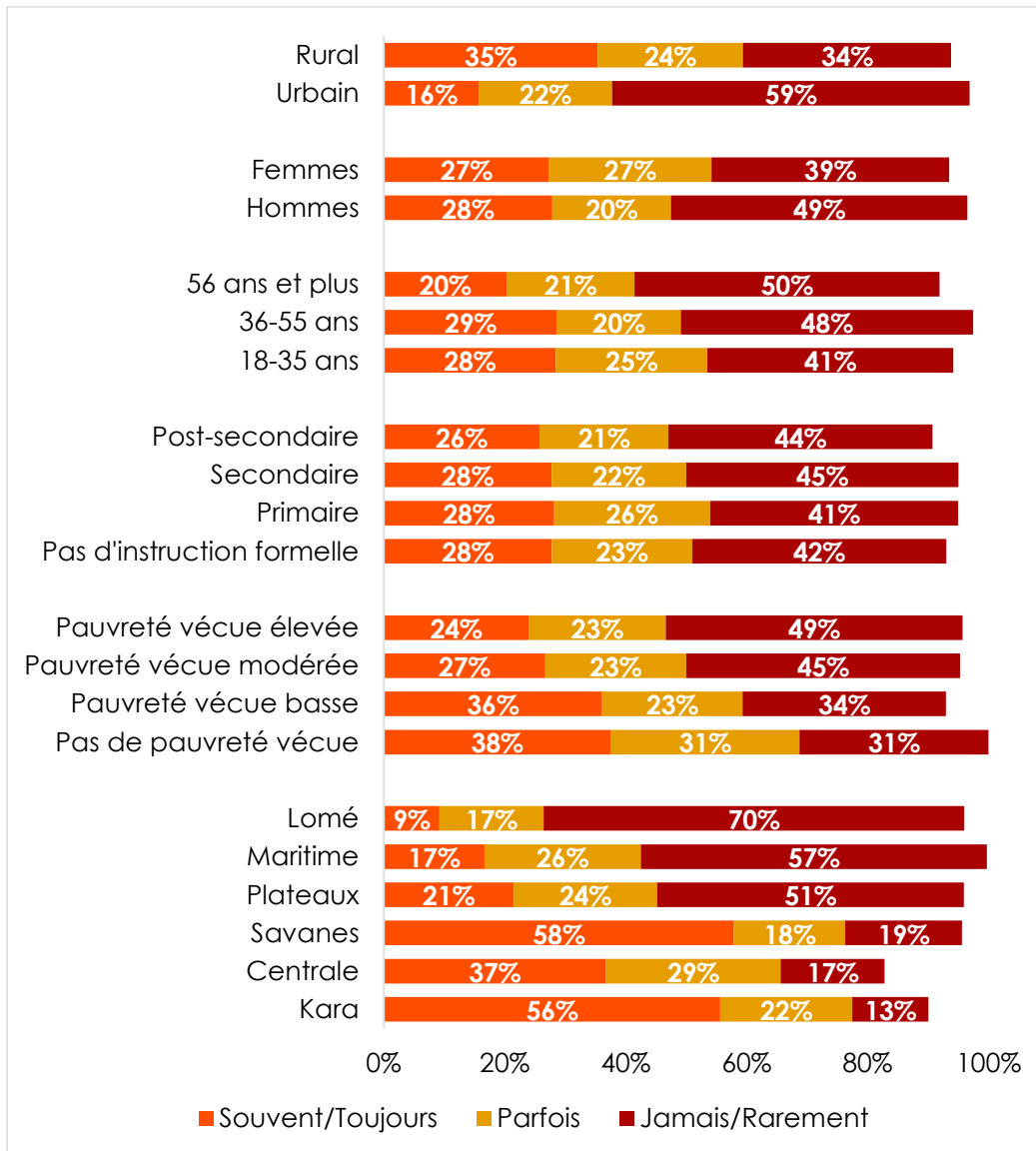
Considérant comment les différents groupes socio-démographiques perçoivent le comportement de l'armée, nous observons une tendance similaire (Figure 8). La perception selon laquelle les forces armées agissent « souvent » ou « toujours » professionnellement et dans le respect des droits de tous les citoyens est moins commune parmi les habitants de la ville (16% contre 35% des résidents ruraux), les citoyens d'âge mûr (20% des plus de 55 ans contre 28%-29% des répondants plus jeunes), et les plus pauvres (24% contre 38% des plus aisés). Le sexe des répondants et le niveau d'instruction ne font aucune différence ici.

Faites vos propres analyses des données d'Afrobaromètre – quels que soient la question, le pays et le round d'enquête. C'est facile et gratuit à l'adresse [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis)

Ici encore, l'approbation chute brusquement du Nord au Sud, allant de 56% dans les Savanes à seulement 9% à Lomé.



**Figure 8: Les forces armées sont professionnelles et respectent les citoyens** | par groupe socio-démographique | Togo | 2017

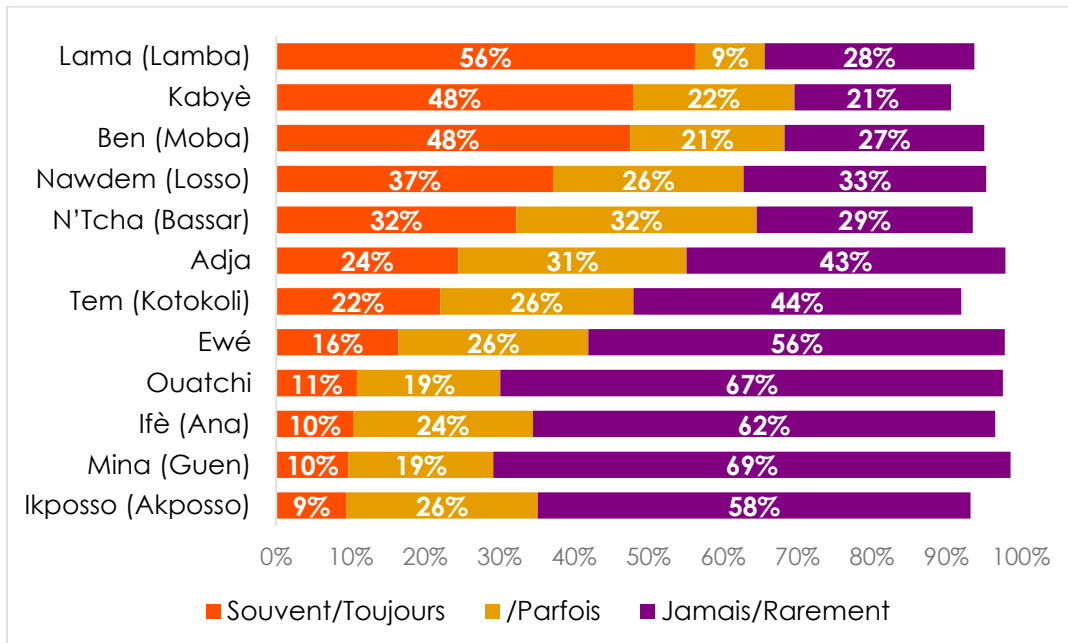


**Question posée aux répondants:** A votre avis, à quel point les forces armées de notre pays travaillent-elles avec professionnalisme et respectent-elles les droits de tous les citoyens?

Etant donné la forte variance des attitudes par région, l'on s'attendrait à ce que ces différences se reflètent dans la répartition des répondants sur la base de l'ethnie. En effet, dans l'ensemble, les groupes ethniques qui ont exprimé les niveaux les plus élevés de confiance en les forces armées (voir Figure 4) sont aussi les plus susceptibles de considérer les forces armées respectueuses et professionnelles (Figure 9). Mais même parmi les Lama (Lamba), les Kabyè, et les Ben (Moba), seule la moitié environ des répondants affirment que l'armée agit souvent/toujours avec professionnalisme et respect. Seulement un sur 10 environ perçoivent une attitude habituellement professionnelle et respectueuse de l'armée parmi les Ikposso (Akposso), les Mina (Guen), les Ifé (Ana), et les Ouatchi.



**Figure 9: Les forces armées sont professionnelles et respectent les citoyens**  
 | par groupe ethnique | Togo | 2017

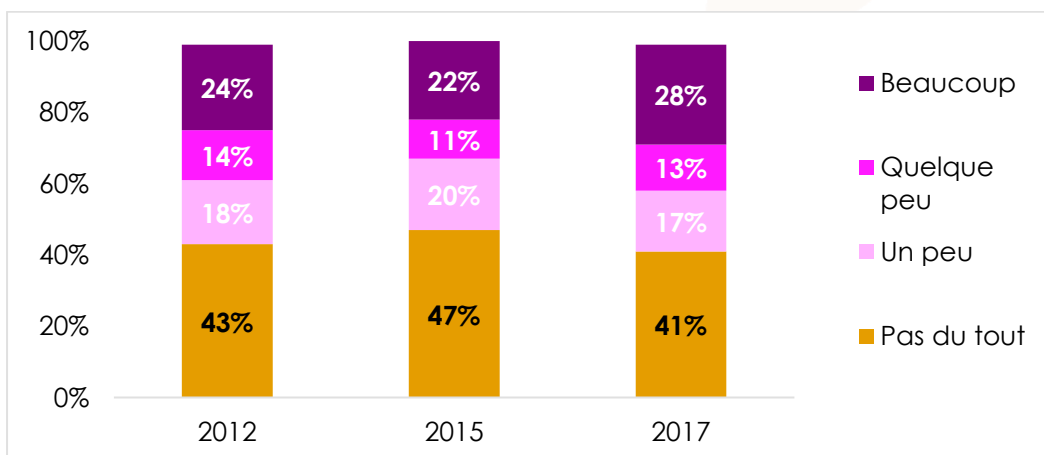


**Question posée aux répondants:** A votre avis, à quel point les forces armées de notre pays travaillent-elles avec professionnalisme et respectent-elles les droits de tous les citoyens?

### Perceptions sécuritaires plus globales

Le niveau bas de confiance en l'armée pourrait traduire des perceptions et expériences plus généralisées de l'insécurité parmi les Togolais ordinaires, quand bien même sur le plan local, la police est probablement plus fortement associée à la sécurité et à la sûreté. Une majorité (58%) des Togolais affirment craindre des actes d'intimidation ou de violence politique durant les campagnes électorales au moins « un peu », dont 28% qui affirment « beaucoup » les craindre, marquant une hausse par rapport aux 22% de 2014 (Figure 10). La proportion des citoyens qui affirment ne pas craindre « du tout » de tels actes d'intimidation a diminué, de 47% en 2014 à 41%.

**Figure 10: Crainte d'actes d'intimidation ou de violence politique pendant les campagnes électorales** | Togo | 2012-2017

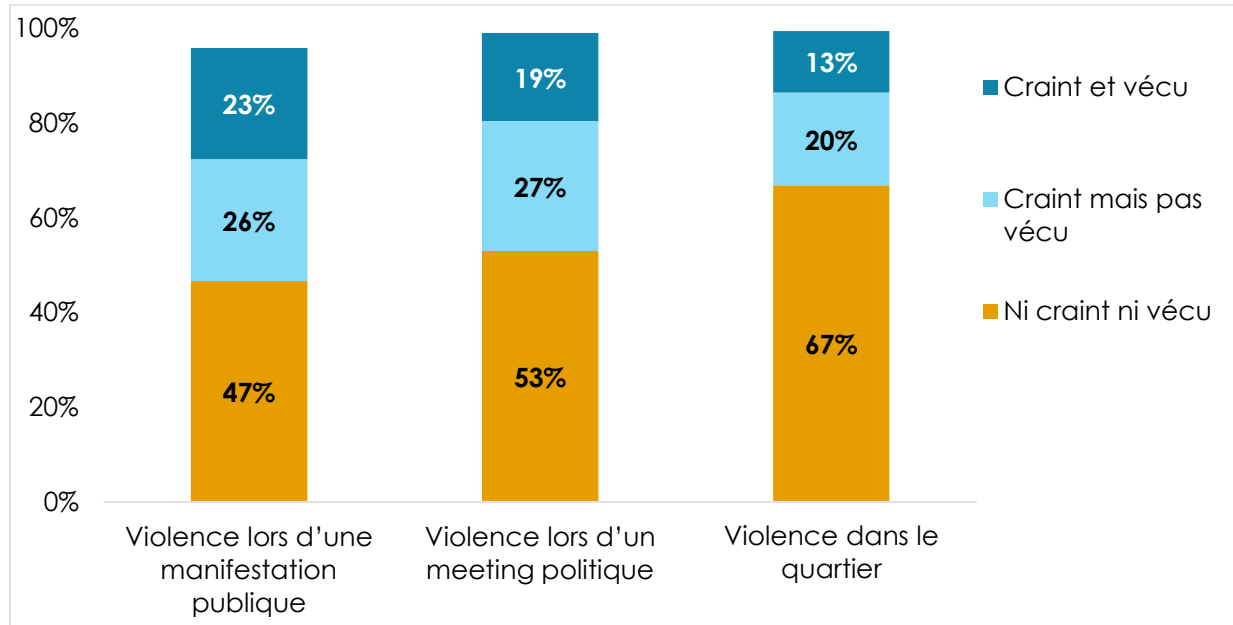


**Question posée aux répondants:** Pendant les campagnes électorales dans ce pays, à quel point avez-vous, personnellement, craint d'être victime d'intimidation politique ou de violence?

A la question de savoir s'ils avaient connu et/ou craint des actes de violence dans des cas spécifiques durant les deux années précédentes, un quart (23%) environ des répondants affirment avoir connu des actes de violence durant une manifestation publique, alors que 26% affirment avoir craint (mais pas vécu) d'en être victimes, et environ la moitié (47%) affirment n'avoir pas éprouvé de telles craintes (Figure 11).

Des proportions quelque peu plus petites affirment avoir éprouvé des actes de violence lors d'un événement politique (19%) ou avec des personnes de leur voisinage ou village (13%).

**Figure 11: Expérience et crainte d'actes de violence | Togo | 2017**



**Question posée aux répondants:** Dans toute société, les gens sont parfois en désaccord les uns avec les autres. Ces désaccords évoluent parfois vers la violence physique. Veuillez me dire si, au cours des deux dernières années, il vous est arrivé de craindre personnellement l'une quelconque des formes de violence suivantes? [Si oui:] Avez-vous effectivement subi personnellement ce type de violence au cours des deux dernières années?

Violence lors d'une manifestation ou marche de protestation publique?

Violence lors d'un meeting politique ou d'un événement de campagne?

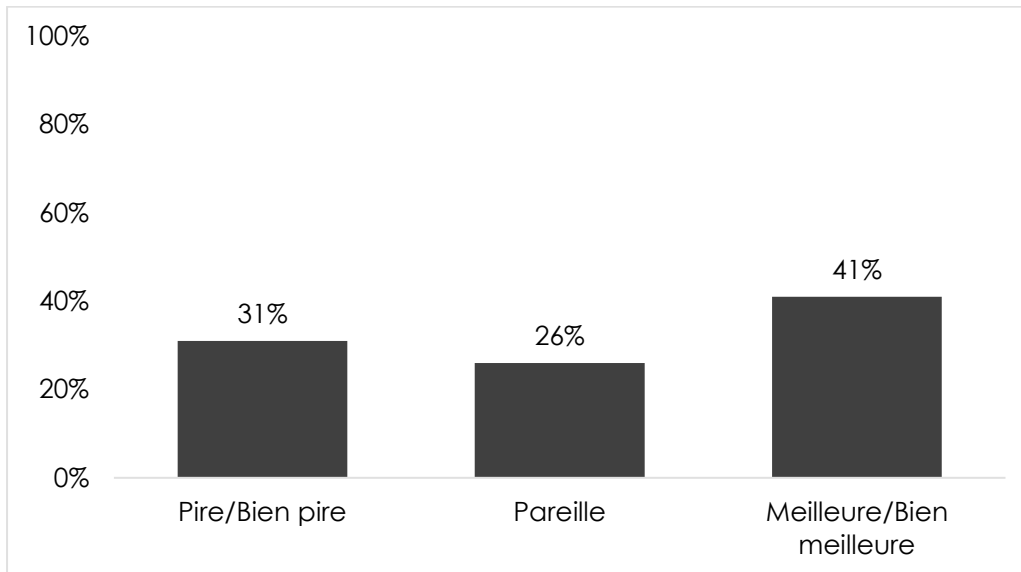
Violence entre les habitants de votre quartier ou village?

Étant donné qu'une proportion substantielle de répondants affirment craindre des actes de violence, surtout lors de manifestations publiques et d'événements politiques, les Togolais considèrent-ils leur sécurité personnelle pire qu'au cours des années précédentes? A peine un tiers (31%) affirment que leur sécurité personnelle face aux crimes et à la violence est actuellement « pire » ou « beaucoup pire » que « quelques années auparavant », mais une plus grande proportion affirment que la sécurité personnelle s'est améliorée (41%) ou est demeurée pareille (26%) (Figure 12).

Une majorité (59%) de Togolais soutiennent le droit du gouvernement à imposer des barrages routiers et des couvre-feux lorsque la sécurité publique est menacée. Environ quatre sur 10 (38%) affirment que les gens devraient pouvoir se déplacer librement à tout moment, quelle que soit la situation sécuritaire (Figure 13).

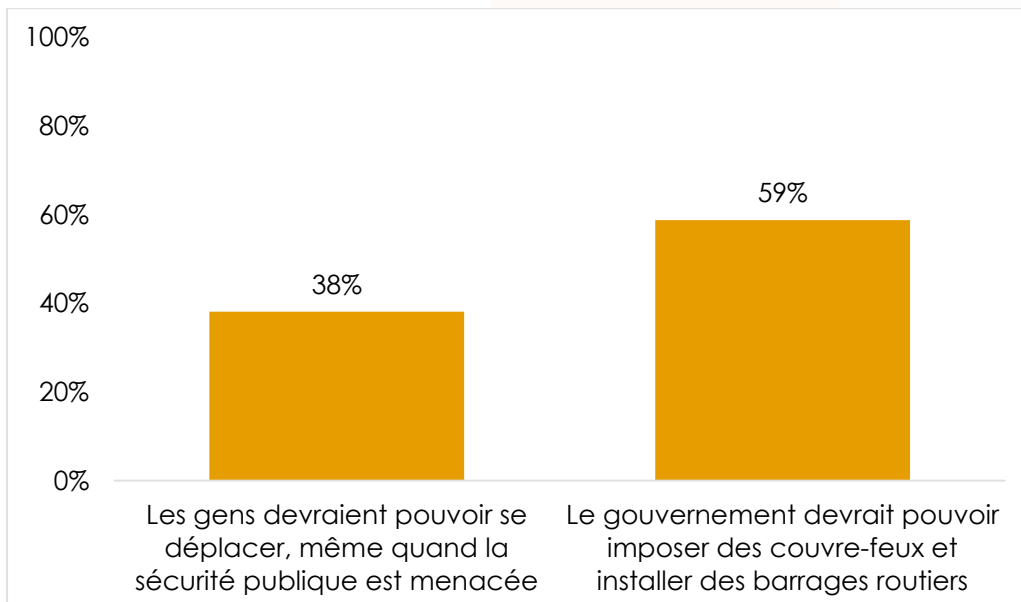
Le soutien majoritaire au droit du gouvernement à imposer des barrages routiers et des couvre-feux se maintient à travers tous les groupes socio-démographiques majeurs, quand bien même les répondants les plus aisés (50%) et les plus instruits (52%) sont les moins susceptibles d'être d'accord (Figure 14).

**Figure 12: La sécurité personnelle est-elle meilleure ou pire que « quelques années auparavant »? | Togo | 2017**



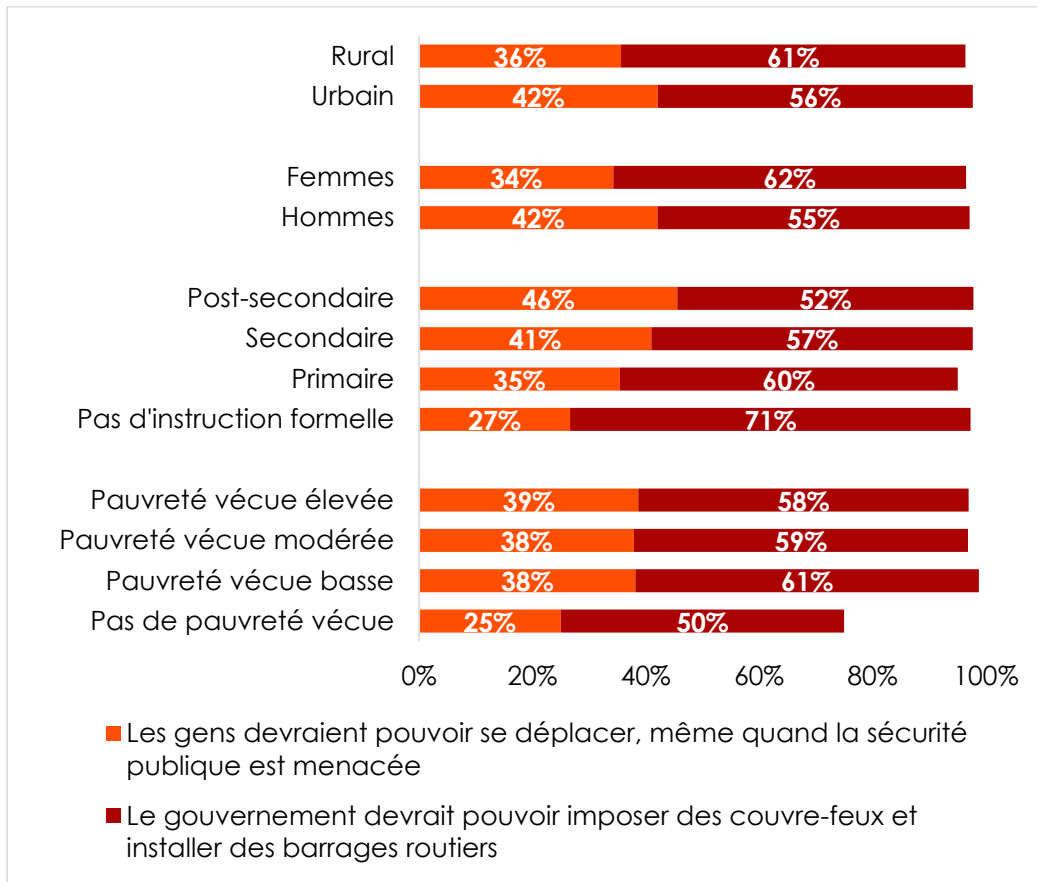
**Question posée aux répondants:** Dites-moi, s'il vous plaît, si la situation des choses suivantes est pire ou meilleure aujourd'hui qu'il y a quelques années, ou si elles sont demeurées à peu près pareilles: Votre sécurité personnelle face aux crimes et à la violence?

**Figure 13: Libre circulation contre couvre-feux et barrages routiers lorsque la sécurité publique est menacée | Togo | 2017**



**Question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?  
 Affirmation 1: Même confrontés à des menaces à la sécurité publique, les gens devraient pouvoir se déplacer dans le pays à tout moment du jour ou de la nuit.  
 Affirmation 2: En cas de menace à la sécurité publique, le gouvernement devrait pouvoir imposer des couvre-feux et installer des barrages routiers pour empêcher les gens de se déplacer.  
 (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

**Figure 14: Libre circulation contre couvre-feux et barrages routiers lorsque la sécurité publique est menacée** | par groupe socio-démographique | Togo | 2017



**Question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

*Affirmation 1: Même confrontés à des menaces à la sécurité publique, les gens devraient pouvoir se déplacer dans le pays à tout moment du jour ou de la nuit.*

*Affirmation 2: En cas de menace à la sécurité publique, le gouvernement devrait pouvoir imposer des couvre-feux et installer des barrages routiers pour empêcher les gens de se déplacer.*

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

## Conclusion

Quand bien même les Togolais ont moins confiance en leur armée que la plupart des autres Africains, cette absence de confiance n'est pas uniforme à travers la population. Dans une large mesure, la confiance des citoyens togolais en leur armée et les appréciations de son efficacité et de son comportement dépendent du lieu de résidence des répondants, du groupe ethnique auquel ils appartiennent, et de ce qu'ils sont pauvres ou riches. Ces résultats poussent les autorités du gouvernement et de l'armée à prendre des mesures visant à établir une force véritablement professionnelle et considérée protectrice, serviable, et respectueuse de tous les citoyens.

## Références

- Amnesty International. (2017a). Togo report 2017/2018.  
<https://www.amnesty.org/en/countries/africa/togo/report-togo/>.
- Amnesty International. (2017b). Togo: Security forces, political parties must exercise restraint after call for fresh protests today. Amnesty International News.  
<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2017/10/togo-forces-de-securite-et-partis-politiques-doivent-faire-preuve-de-retenu/>.
- Crux. (2018). Catholic leader calls on Togo politicians to be 'patriots' and end crisis.  
<https://cruxnow.com/global-church/2018/08/11/catholic-leader-calls-on-togo-politicians-to-be-patriots-and-end-crisis/>.
- IRIN. (2005). Gnassingbe digging in as the new front man for Togo's long-ruling elite.  
<http://www.irinnews.org/feature/2005/02/19/gnassingbe-digging-new-front-man-togo%E2%80%99s-long-ruling-elite>.
- Venkatachalam, M. (2017). Togo: Will the people finally dethrone the Gnassingbé dynasty? The Conversation. <https://theconversation.com/togo-will-the-people-finally-dethrone-the-gnassingbe-dynasty-84614>.
- Wong, D. (2017). Togo and the military problem in Africa. Huffpost.  
[https://www.huffingtonpost.com/entry/togo-and-the-military-problem-in-africa\\_us\\_5a0e1994e4b0e6450602e944](https://www.huffingtonpost.com/entry/togo-and-the-military-problem-in-africa_us_5a0e1994e4b0e6450602e944).

**David Jacobs** est directeur adjoint au Western Cape Department of Economic Development and Tourism in South Africa (Ministère en charge du développement économique au Cap Occidental, en Afrique du Sud). Email: david.jacobs2@westerncape.gov.za.

**Thomas Isbell** est doctorant à l'Université du Cap en Afrique du Sud. Email: tisbell@afrobarometer.org.

Le 7ème Round d'Afrobaromètre a bénéficié du soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William & Flora Hewlett, du Département d'Etat Américain, de l'agence Américaine pour le développement international (USAID) à travers l'Institut Américain pour la promotion de la paix, de la Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy), et de Transparency International.

Les dons permettent au projet Afrobaromètre de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Felix Biga ([felixbiga@afrobarometer.org](mailto:felixbiga@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le site [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).



Dépêche d'Afrobaromètre No. 282 | 7 mars 2019